

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2008)
Heft: [1]: Aviation

Vorwort: "Je crois en Dieu, mais personne d'autre ne défendra notre pays à notre place"
Autor: Vautravers, Alexandre

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



ETH-ZÜRICH

10. Sep. 2008

BIBLIOTHEK

Durant les opérations militaires, l'armée russe a fait un grand usage d'appui aérien rapproché (CAS) sous la forme du Su-25 *Frogfoot*.

« Je crois en Dieu, mais personne d'autre ne défendra notre pays à notre place. »
- Leo Kunnas, expert militaire estonien

Maj EMG Alexandre Vautravers

Rédacteur en chef, RMS+

Les accords de paix en six points, catalysés par la visite de Nicolas Sarkozy les 10-12 août à Tbilissi, ont permis de mettre fin aux combats dans les deux provinces séparatistes de Géorgie. Mais cette cessation des hostilités, bien précaire, soulève aussi un grand nombre de questions.

Il est aujourd'hui clair que la question de savoir qui a « débuté » les hostilités est d'un ordre secondaire. En effet, les premiers préparatifs terrestres russes ont été décelés dès le 31 mai, par l'engagement de forts moyens de génie pour mettre en état des voies ferroviaires au sud de Sokhumi. Les préparatifs de combat ont eu lieu à partir du 30 juillet et les formations interarmes, y compris un groupement d'assaut de 4000 parachutistes débarqués par la flotte russe, étaient en route moins d'une heure après le début des actions militaires géorgiennes. Nous avons donc affaire à une stratégie russe de « prétexte ». L'accord de paix a pu être négocié parce que des objectifs russes, tous sauf un étaient remplis à la suite d'une campagne « éclair » aéro-mécanisée de deux jours. Il s'est agi de rompre le contrôle de la Géorgie sur les deux provinces séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, soutenues par Moscou, de détruire la capacité militaire géorgienne, d'empêcher tout rapprochement de la république géorgienne avec l'OTAN et de donner un signal clair aux Etats tampons inclinés au rapprochement à l'Ouest.¹ De manière indirecte, cette action décrédibilise l'Occident (USA, UE, OTAN) et renforce la position de la Russie, de la Chine et de l'Iran. Elle réintroduit la course aux armements, alors que les Occidentaux n'ont ni les ressources financières, ni la volonté de réarmer.

Un article du *New York Times* du 14 août² démontre que le soutien et l'assurance de Washington aux dirigeants géorgiens ont été pour beaucoup dans la décision du président Saakashvili d'engager la troupe dans les républiques séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. L'organisation de manœuvres conjointes en juin, impliquant plus de 1 000 militaires américains, a effectivement pu être interprété comme un signal

de soutien militaire. La diplomatie américaine, par l'expansion orientale de l'OTAN -à l'encontre des promesses faites à Boris Yeltsin- et le développement d'un bouclier anti-missiles manifestement dirigé contre son ancien adversaire, la reprise du développement d'armes nucléaires tactiques, sans parler de la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, ont tendu les relations avec la Russie. Moscou parle désormais ouvertement de réarmer sa flotte de la Mer noire ainsi que l'enclave de Kaliningrad en vecteurs nucléaires, pointés vers l'Ouest.

Le conflit en Géorgie doit nous interroger sur au moins deux points. D'une part, celle de la zone d'influence respective des grandes puissances et des alliances. Américains et Européens sont divisés sur la question d'étendre les limites de l'OTAN jusqu'à la frontière russe. La présence de militaires étrangers dans la région de Tbilissi a peut-être conduit l'armée russe à éviter de pousser jusqu'à la capitale et à son aérodrome. On peut donc s'attendre, de la part de plusieurs pays limitrophes de la Russie, à abandonner la politique européenne de prudence pour accélérer leur adhésion à l'OTAN – recherchant ainsi la présence de forces multinationales sur leur sol.

D'autre part, la phrase de Leo Kunass en exergue de cet éditorial nous interroge sur la sécurité des petits Etats. Ce dernier affirme que 30 jours sont nécessaires à l'OTAN ou à l'UE pour intervenir dans la Baltique. Ce délai donne donc une « carte blanche » d'un mois à l'agresseur. Quitte, ensuite, de négocier un accord une fois que les objectifs ont été atteints.

Au moment des discussions sur le *Livre Blanc* français –qui je l'espère, ne déteindra pas trop sur le Rapport sur la Politique de sécurité helvétique actuellement en discussion-, il faut souhaiter que l'on tire les leçons des réalités contemporaines et du retour en force de la *Realpolitik*. L'armée « de circonstance », chargée de tâches subsidiaires et intérieures, de défense contre le terrorisme et les migrations, aux délais d'alerte de plus de dix ans, doit faire l'objet d'une réflexion attentive et stratégique.

¹ Robert Hamilton, *Russia's Strategy in the War Against Georgia*, Center for Strategic & International Studies, 14 août 2008.

² Helene Cooper, Thom Shanker. « En Géorgie, Washington a joué avec le feu », *New York Times*, 14 août 2008.